

## Suite de la page 9

Lors d'un meeting à Alger tenu à l'occasion de la célébration des anniversaires de l'UGTA et de la nationalisation des hydrocarbures, le 24 février 1983, le président Chadli a notamment déclaré : «Nous sommes contre l'occupation des territoires des peuples par la force. Et nous sommes pour le droit des peuples à s'autodéterminer et décider de leur destin en toute liberté.»<sup>(20)</sup>

L'Algérie déclare soutenir un peuple en lutte pour son indépendance ne pas constituer un obstacle au règlement pacifique du conflit<sup>(21)</sup>. Depuis son irruption sur la scène

**Depuis son irruption sur la scène régionale, la question sahraouie a fait l'objet d'une attention particulière de la part des autorités algériennes et s'est transformée en question cardinale de la diplomatie algérienne au point où, par moments, elle s'identifiait à une cause nationale d'une sensibilité qui ne correspond pas toujours à une simple question de principe, celle du soutien des peuples en lutte pour leur indépendance.**

régionale, la question sahraouie a fait l'objet d'une attention particulière de la part des autorités algériennes et s'est transformée en question cardinale de la diplomatie algérienne au point où, par moments, elle s'identifiait à une cause nationale d'une sensibilité qui ne correspond pas toujours à une simple question de principe, celle du soutien des peuples en lutte pour leur indépendance. Pour preuve, le tollé soulevé par la déclaration, le 11 novembre 2015, d'un chef de parti à une chaîne de télévision prétendument privée, considérant que «l'escalade n'est dans l'intérêt ni du Maroc ni de l'Algérie» et appelant à «un réexamen du problème du Sahara occidental».

Ce qui aurait pu paraître comme une simple déclaration et une opinion politique d'un chef de parti devant rendre compte aux instances de son parti s'est transformé en une levée de boucliers médiatique contre ce responsable politique comme s'il avait trahi la cause nationale.

Cette attitude tend à conforter les autorités marocaines dans leur assertion que le conflit du Sahara occidental n'est pas une question de décolonisation à parachever. Il s'agirait plutôt d'un différend algéro-marocain créé par l'Algérie via le Front Polisario. Il n'y a pas que la presse algérienne et certaines organisations de masse de soutien au peuple sahraoui qui se soient offusquées de la déclaration du secrétaire général du FLN, les autorités officielles n'ont pas été du reste. Ainsi, le message de félicitations adressé, en décembre 2015, par le président algérien à son homologue sahraoui à la suite de sa réélection à la tête de la RASD par le 14<sup>e</sup> congrès du Polisario tenu à Dakhla, la réception accordée par le chef d'Etat algérien au président sahraoui le 13 mars passé, la «réunion de haut niveau» tenue le 27 mars près d'une semaine après l'expulsion des membres de la Minurso, consacrée à la sécurité du pays et à la «situation prévalant dans la sous-région», sont autant de facteurs qui révèlent l'état d'esprit avec lequel est appréhendée la question sahraouie du côté algérien.

Mais l'Algérie traverse actuellement une étape difficile de son histoire contemporaine. La longue et pénible maladie du chef de

l'Etat amoindrit les capacités du pays sur la scène internationale. Cette situation influe négativement sans doute sur le dossier du Sahara occidental comme sur bien d'autres.

Pour preuve, les visites officielles du ministre des Affaires étrangères et du Premier ministre français<sup>(22)</sup> à Alger, les 29 mars et les 9 et 10 avril 2016, n'ont pas permis aux responsables algériens de faire infléchir le soutien quasi total de la France au Maroc sur le dossier sahraoui, malgré l'importance des relations bilatérales, notamment dans les domaines économique et sécuritaire. Pour Paris, «le plan d'autonomie, présenté par le

Maroc en 2007 constitue une base sérieuse et crédible pour une solution négociée... La position de la France sur le Sahara est bien connue et inchangée», ont dit et répété d'une même voix le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, le ministre et le chef de gouvernement français, engendrant de la déception et de l'irritation à Alger. Les autorités marocaines sont conscientes de cette situation qu'elles tentent de mettre à profit pour régler à leur manière un problème qu'elles estiment pourtant clos en 2007 avec le projet d'autonomie élargie, refusé par le Polisario et l'Algérie.

A cela s'ajoutent les défis sécuritaires induits, en grande partie, par l'instabilité qui prévaut aux frontières algériennes et les difficultés économiques conséquence d'une gestion aléatoire des richesses et potentialités du pays durant une longue période. Les scandales de corruption de hauts dignitaires de l'Etat, la bureaucratie et la gabegie font le reste pour ternir l'image du pays auprès des partenaires politiques et économiques de l'Algérie devenue quasiment aphone sur la scène internationale.

Dans ce contexte de tension permanente, le spectre de la résurgence de l'insécurité, voire du conflit armé est-il concevable au point de menacer la paix et la stabilité des pays de la région maghrébine ? D'autant que le défi terroriste est réel. Toutes les options restent ouvertes et les déclarations des protagonistes font craindre le pire.

Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, la veille de l'examen du projet de résolution 2285 par le Conseil de sécurité, le président sahraoui écrivait notamment que si le Conseil de sécurité n'exerçait pas «une pression réelle et directe (sur l'occupant marocain), le Polisario sera alors de nouveau contraint de défendre ses droits par tous les moyens légitimes, y compris la lutte armée qui est légalisée par l'ONU pour tous les peuples colonisés»<sup>(23)</sup>.

La réponse est parvenue du chef de gouvernement marocain qui a déclaré, le 27 avril 2016, à l'occasion de l'inauguration du Salon de l'aéronautique, Marrakech Air Show : «Nos forces, qu'elles soient aériennes, comme la Gendarmerie royale ou les unités marines sont prêtes à faire

face à toute éventualité.»<sup>(24)</sup>

Pour sa part, la presse marocaine considère que l'Algérie «mène une véritable guerre à quatre niveaux» : économique, à travers la course à l'armement «pour affaiblir financièrement le Maroc aux moyens limités» (mais qui trouve quand même ce financement auprès des pays du CCG), diplomatique, en mobilisant son appareil diplomatique sur le dossier sahraoui, de «guerre tout court, en armant et en abritant des séparatistes dont le seul dessein est d'attenter par tous les moyens à notre intégrité territoriale», et médiatique avec des «articles hostiles au Royaume». Enfin, les dépenses en armements de l'Algérie inquiètent le voisin marocain alors que les équipements, selon des sources de presse algérienne, concernent en priorité la lutte antiterroriste. Citant un cabinet américain spécialisé dans le renseignement, Stratfor, un quotidien électronique algérien titrait «L'Algérie a modifié l'équilibre des forces militaires dans la région»<sup>(25)</sup>. Le journal écrivait notamment : «Profitant de la manne pétrolière, l'Algérie a augmenté son budget de défense de 176% depuis 2004. Elle consacre désormais environ 10,5 milliards de dollars annuellement à la Défense, soit trois fois plus que le voisin de l'ouest.» Rappelons que le Maroc aurait obtenu de l'Arabie Saoudite un financement de près de 22 milliards de dollars pour son industrie de défense. Selon un site électronique marocain, le Maroc compte dépenser 18 milliards de dollars pour équiper son armée, d'ici 2010<sup>(26)</sup>. Ajoutons le signal d'alarme lancé par le secrétaire général de l'ONU dans son dernier rapport au Conseil de sécurité qui avait «attiré l'attention sur le risque d'une rupture de la trêve et la reprise des hostilités vers une guerre à grande échelle»<sup>(27)</sup>.

Sans verser dans l'alarmisme, il est légitime de souligner que le statu quo actuel a trop duré et rien ne dit que l'exacerbation de la tension ne puisse inciter certains éléments marocains ou sahraouis à envisager

**Le Sahara occidental Etat indépendant ? Pourquoi pas ? Le Sahara occidental rattaché au Maroc ? Pourquoi pas ? L'essentiel n'est-il pas dans la libre expression et le libre choix du peuple sahraoui à travers un référendum lui-même libre, sous l'égide des Nations unies ?**

le pire comme unique solution pour régler le conflit latent. Pour sa part, l'Algérie ne semble pas disposée à s'engouffrer dans une telle voie sans issue. Les provocations marocaines sont légion. Mais à Alger on essaye de garder son calme, comme en témoigne le ministre d'Etat aux Affaires étrangères lorsqu'à une attaque directe du roi Mohammed VI contre l'Algérie proférée lors d'un discours prononcé à Laâyoune le 6 novembre 2015, dans le cadre de la célébration de la «marche verte», il avait répondu que les propos du roi «résonnent comme un pari sur le pire». Il avait ajouté que «l'Algérie se veut résolument un exportateur net de paix, de sécurité et de stabilité dans son voisinage et, a fortiori, lorsqu'il s'agit de cette question (Sahara occidental)»<sup>(28)</sup>.

Quoi qu'il en soit, les dépenses faramineuses en armements qui obèrent les budgets de pays du tiers-monde, que sont les pays maghrébins, auraient été plus utiles si

elles étaient consacrées à des projets économiques et/ou sociaux, au profit des peuples. Elles contribuent à perpétuer la méfiance alors que partout ailleurs se forment et se renforcent des ensembles régionaux et que prévaut la coopération sur l'affrontement.

Après avoir longtemps ployé sous le joug du colonialisme et payé les conséquences de l'antagonisme Est-Ouest, le Maghreb a tenté, dans les années 1960 du siècle passé, de créer un embryon d'unité qui n'a pas tenu devant les ambitions de l'Etat national. De même, le projet de l'Union du Maghreb arabe lancé en 1989 est prisonnier du conflit au Sahara occidental.

La crise libyenne et la situation tendue en Tunisie ne permettent pas d'envisager la réalisation de ce projet de coopération régionale. Enfin les interférences étrangères, notamment françaises, ne sont pas faites pour aider les Etats maghrébins à régler les difficultés auxquelles ils font face, notamment concernant le problème de décolonisation du Sahara occidental. Mais ont-ils réellement la volonté qu'il faut pour cela ? Aujourd'hui, à l'heure de la mondialisation, du projet américain du «Grand Moyen-Orient» et du «Printemps arabe», on constate que les Etats maghrébins et arabes en général évoluent dans une logique qui leur est particulière et qui ne tient pas compte des aspirations du peuple à la paix et au développement. Dans ce contexte, au lieu d'être exclusivement au service de la démocratie et du citoyen, «l'Etat est souvent contre l'Homme»<sup>(29)</sup>.

Les tensions qui peuvent être réglées par le dialogue sont instrumentalisées et amplifiées pour justifier et perpétuer un statu quo politique en net déphasage avec la réalité.

Soulignons aussi que la question sahraouie est celle du dernier territoire africain non autonome. Une fois cette question réglée conformément à la légalité internationale, le continent africain pourra définitivement tourner la page du colonialisme.

M. Z.

## BIBLIO-WEB-GRAPHIE

14- Sahara occidental : la controverse devant les Nations unies, page 77 par Laurent Pointier – Ed. Karthala Paris 2004- Préface de René Gallissot

15- La question du Sahara occidental et le droit international, page 48-par Malek Boualem – Ed. Office des publications universitaires – Alger 1983

16-<http://www.media24.com/Maroc/Nation/163239-la-France-appuie-le-maroc-et-va-presenter-sa-propre-requete-devant-le-tribunal-europeen>

17- Sahara occidental : origines et enjeux d'une guerre du désert, page 497, par Tony Hodges- Ed. L'Harmattan Paris 1987

18- Le droit à l'autodétermination du Sahara occidental, page 25 par Manfred Hinz – Ed. Pdw 1977

19- Discours du président Boumediène Tome VIII (31 mars 197- 28 novembre 1978) Page 47 - Ed. ministère de l'Information et de la Culture, Alger 1979

20- Discours du président Chadli Bendjedid (janvier-juin 1983) Page 28- Ed. ministère de l'Information – Alger 1983-

21- «Lorsque la géopolitique et la realpolitik empêchent de résoudre un conflit et violent le droit international : le cas du Sahara occidental», page 286, par Yahia Zoubir in Le droit international et la question du Sahara occidental, édité par V. Chapaux, K. ARTS et P. Pinto Leite – Publié par International Platform of Jurists for East Timor- Netherlands 2006-

22- <http://www.tsa-algerie.com> «Soutien de Paris à Rabat : un coup de poignard dans le dos de l'Algérie», 2 mars 2016 par Riyad Hamadi

23- L'Orient et l'Occident à l'heure d'un nouveau Sykes-

Picot, Amir Nour Ed. Alam El Afkar - Alger 2014- Page 53

24-<http://www.huffpostmaghreb.com/2016/04/26/polisario-guerre-maroc-htm> «le Polisario menace d'entrer en guerre si aucun referendum n'est organisé»

25- <http://www.bladi.net/armee-marocaine-guerre.htm>

26- <http://www.tsa-algerie.com/20160505/lequilibre-militaire-entre-lalgerie-maroc-a-basculer>

27-<http://www.h24info.ma/maroc/18milliards-de-dollars-pour-armed-le-maroc-dici-2010/42955>

28- <http://algeria.shfaqna.com/EN/DZ> «exclusif-rapport de Ban Ki Moon au Conseil de Sécurité : le Maroc sévèrement rappelé à l'ordre.

29- <http://www.algeriepatiotique.com> du 8 novembre 2015.

30- Yahia Zoubir op cité page 296.